

Lionel Dricot (alias Ploum) candidat du Parti Pirate aux élections en Belgique

De l'informatique à la politique...

Lionel Dricot, alias [ploum](#), vient de temps en temps rédiger dans nos colonnes ([clavier Bépo](#), [monnaie Bitcoin](#), [histoire d'OpenOffice](#)). Plus généralement c'est un acteur engagé en faveur de la défense et promotion du logiciel libre, et ce depuis bien longtemps déjà.

Il se présente [sous la bannière du Parti Pirate](#) (Brabant-Wallon) pour les élections communales et provinciales du dimanche 14 octobre prochain.

Il a eu la gentillesse de bien vouloir répondre à quelques une des nos questions. Et je suis certain qu'il trouvera malgré tout le temps de répondre aux vôtres dans les commentaires ☐



Bonjour Lionel. Tu es contributeur occasionnel au Framablog mais peux-tu te présenter pour ceux qui

ne te connaissent pas ?

Je m'appelle Lionel Dricot mais, sur la toile, vous me verrez surtout sous le [pseudonyme de Ploum](#). Je suis un ingénieur en informatique de 31 ans, belge une fois et actif dans le logiciel libre depuis 2001.

J'aime beaucoup réfléchir, écrire et remettre en question, sous une lumière purement rationnelle, ce qui est considéré comme acquis. Je me suis passionné pour Linux et XMPP à une époque où Windows et MSN étaient des acquis. Pour la même raison, j'ai remis en question l'Azerty pour passer au [Bépo](#) et j'ai remis en question le principe monétaire avec [Bitcoin](#).

Et tu es candidat aux élections qui vont avoir lieu en Belgique...

La Belgique est un pays très complexe. Cette année, nous allons élire nos représentants à la province (l'équivalent des départements français) et à la commune. Les élections provinciales passionnent peu mais les élections communales sont très importantes car elles auront des conséquences immédiates sur la vie quotidienne des habitants. Le bourgmestre (équivalent du maire) est en effet nommé pour six ans suite à ces élections.

Je suis candidat du [Parti Pirate](#), en première position dans la commune d'Ottignies-Louvain-la-Neuve et en 9ème position pour la province du Brabant-Wallon.

Sont-ce tes premiers pas en politique ?

Pas vraiment. J'ai toujours trouvé important de suivre la politique de près. Comme beaucoup de jeunes, j'ai voté pendant des années pour Ecolo, équivalent des Verts en France, avant d'être très déçu. J'ai été quelques temps membre actif du MR, parti libéral de centre-droit, souhaitant défendre les libertés individuelles. J'ai aussi été déçu par certains aspects conservateurs ou ultra-capitalistes.

J'ai découvert que, dans tous les partis, il y a des gens extraordinaires et des gens insupportables avec des idées dangereuses. Et que, malheureusement, la partitocratie belge lissait le tout, rabrouant ceux qui sortent un peu du lot et qui sont pourtant ceux que je voulais voir en politique.

Tu t'es alors tourné vers le Parti Pirate. Alors pourquoi lui et pas un autre ?

En fait, avec plusieurs amis, on se morfondait devant les partis politiques traditionnels. Par exemple, nous avons trouvé une erreur fondamentale dans le programme Ecolo pour sortir du nucléaire. Une erreur qui multipliait par 10 la puissance des éoliennes. Nous avons donc contacté les responsables du parti et il nous a été répondu qu'on nous répondrait après les élections.

Dans nos discussions, nous avons lancé l'idée d'un parti politique qui ne serait pas idéologique mais qui tenterait une approche pragmatique des problèmes, reconnaissant si nécessaire ses erreurs et n'hésitant pas à faire marche arrière quand une solution donnée s'avère défaillante. On avait appelé ça le Parti Intellectuel ou un truc du genre, je ne sais plus trop.

Mais quand le Parti Pirate est arrivé, j'y ai retrouvé exactement cet état d'esprit. Et je n'ai pas été le seul vu que mes amis Nicolas Ykman, blogueur sur artimuses.be, et Gauthier Zarmati s'y sont aussi retrouvés.

De là à être candidat, il y a pourtant une sacrée marge. Pourquoi s'investir autant ?

Parce qu'il n'y avait personne d'autres dans notre province. Sur le forum du Parti Pirate, je tentais de savoir qui seraient les candidats pour le Parti Pirate, demandant pourquoi il n'y avait pas quelqu'un pour lancer tout. J'ai un jour reçu un mail de Paul Bossu, coordinateur du Parti Pirate pour la Wallonie, qui m'a dit : « Tu es quelqu'un comme un

autre, tu n'as pas besoin de notre permission, lance-toi ! ». Nicolas et Gauthier m'ont dit : « Si tu te lances, je me lance » et on a fondé la section locale du Parti Pirate.

Étant en mars 2012, on s'est dit qu'on était trop tard pour les élections d'octobre, on ne se préoccupait pas de ça. Mais notre section locale s'est rapidement développée, avec des membres de tous horizons, apportant chacun leur motivation. Paul nous a dit que ce serait une bonne expérience de se présenter aux élections.

Et il avait raison : refaire le monde, avoir des idées c'est bien. Mais refuser de se présenter aux élections, c'est un peu de la lâcheté. Il faut se confronter à la vraie vie.

Mais qu'est-ce qu'un geek libriste peut trouver dans la politique ? Le logiciel libre et le Parti Pirate ont-ils le moindre rapport ? Surtout à un niveau extrêmement local.

Oui, les deux sont complètement liés. Il y a tout d'abord la volonté de remettre en question l'existant, d'essayer de nouveaux modèles. Mais le logiciel libre m'a appris que, grâce aux nouvelles technologies, des centaines voire des milliers de personnes pouvaient collaborer pour gérer des projets extrêmement complexes. Et ce, malgré l'éparpillement géographique, les différences de cultures, de langues.

Si c'est possible pour de tels projets, cela doit a priori l'être pour une commune. C'est pourquoi nous proposons d'utiliser des logiciels de suivi de problème (genre Bugzilla) pour permettre aux habitants de signaler les problèmes : trottoir abîmé, égout bouché, dégradation du mobilier urbain, etc.

Nous souhaitons également que tous les projets, les règlements soient accessibles sur un wiki avec un suivi des révisions et où chacun pourrait apporter sa modification. Le tout en

insistant également sur la [transparence du processus politique](#) et ce y compris jusque dans les détails du budget de la commune et du salaire des politiciens.

Tout cela est très expérimental mais [Ottignies-Louvain-la-Neuve](#) est une ville à part, un ovni dans le paysage belge. C'est donc l'endroit idéal pour tenter de renouveler le terrain politique.

Crédit photo : [Adrien le Maire](#) (Creative Commons By-Sa)

« Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies » Bernard Stiegler

Le philosophe [Bernard Stiegler](#) fait l'objet d'un [tag dédié](#) sur le Framablog.

En découvrant le titre de l'article qui lui était consacré dans le journal belge [Le Soir](#) du 30 novembre dernier, on comprend bien pourquoi ☐

Remarque : Demain 3 mars à 14h au Théâtre de La Colline aura lieu une [rencontre](#) Ars Industrialis autour du récent ouvrage [L'école, le numérique et la société qui vient](#) co-signé entre autres par Bernard Stiegler.

« Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »



BERNARD STIEGLER, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoté par ses propres effets toxiques. En 2005, parmi d'autres, se sont succédés, alors une association française, Ars Industriale, fondée par quatre philosophes et une juriste, avait sonné le tocsin. À l'époque, leur manifeste dénonçait les dangers d'un capitalisme total aux « empires de l'économie de marché » et des réseaux qui investissent les plus rapides possibles des entreprises et notamment celles actives dans les médias, la culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association compte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens, et toxicologues (car le capitalisme est devenu « addictif » et « génocidaire » confondus et ne semble pas d'être trompé de sonnet de l'Albatros. « Nous faisons partie des gens qui ont souffert, dit Stiegler, l'insupportable chronique du système financier américain. On nous rend au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industriale et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou. « Homme habile et petit moine industriel reconstruit en maison à Epinay-le-Fleuriel, au beau milieu de la France paysanne. Or, ces quelques îlots de génie, il vient de nous déstabiliser le milieu qui tempère de tous les échecs de la société.

Le règne de l'inculture

« Au 20^e siècle, un nouveau modèle n'est adoubé par le capitalisme industriel et producteur du 19^e : le consommateur, enfin assimilé au fondement et qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur.

Le capitalisme productiviste suppose la prolifération des ouvriers. Ceux-ci perdent tout leur savoir-faire qui était transmis à ses machines. Avec le consommateur, ce sont les consommateurs qui perdent leur savoir-vivre, ce qui constitue le deuxième phase de la privatisation. »

Chez Stiegler, le savoir-vivre, c'est ce qui permet à un homme de pouvoir développer ses propres pratiques sociales, d'avoir un style de vie particulier, une existence qui n'est pas identique à celle de son voisin. « Le problème du capitalisme, c'est qu'il efface nos existences. Le marketing nous impose nos modes de vie et de pensée. Et cette perte de savoir-faire et de savoir-vivre devient généralisée. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut donc

leur faire faire n'importe quoi, c'est très pénible, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette prolifération totale, d'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque Mondiale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper le crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous insistons, déplore Stiegler, au risque d'une « économie de l'inculture » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « irresponsabilisation » couplé à une démotivation

rampante.

Du se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou. Les médias de l'époque ont écrit que « le 2^e siècle serait une bibliothèque où les individus se rendent mis en réseau, avec de nouvelles compétences dérivées par des appareils vidéo impossibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la relation de logiciels et réfléchit le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'économie, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du logiciel libre (1). C'est de là qu'il a tiré en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moteur principal, il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens devient aux prises par leurs partisans et occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel, affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel » écho du code, c'est à dire un modèle industriel de production. Les processus de travail à l'intérieur du libre permettent de recréer ce que j'appelle de l'industrialisation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même. Au contraire, dans le modèle industriel, les objets techniques sont des normes qui ne sont pas elles-mêmes prescrites par le marketing. »

De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis deux décennies, sur un internet qui « se constitue sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'écouler de Wikipedia et de la passer à la qualité consommateur producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci ont et échangent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même passe au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

Poison et remède

Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme puritain. Dans ses textes, il dénonce le numérique comme un « phasmodon », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « donc il faut prendre soin ». Objectif : « lutter contre un usage de cet internet au service d'un hypercapitalisme plus toxique que jamais », poursuit-il dans le Manifeste d'Ars Industriale. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une so-

lité policière. Soit on veut un développement parallèle, soit vers l'économie de la contribution. »

Or, et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web. » En France, cela se fait à travers des AMAP (3). Les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des denrées à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois impliqués à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des domaines contributifs en énergie, où l'idée serait de produire ce que l'on ne peut grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr totalement contraire aux intérêts des grands groupes. »

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains domaines : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système éducatif professionnalisant, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous préféons beaucoup pour cette figure de l'ouvrier, qui aime ce qu'il fait et y investit complètement. » Reste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipedia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quelqu'un qui a un projet intéressant doit pouvoir recevoir de l'argent. Cela s'inscrit dans le sillage de théories classiques comme le revenu minimum d'existence, à cet égard que nous pensons que ces budgets doivent être perçus comme des investissements. »

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, c'est l'urgence d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universitaires, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté : il y en a partout face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ». ■

QUENTIN NOIRFALISSE

Rapportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

(1) Selon la définition consacrée, un logiciel est libre lorsque les utilisateurs ont droit « d'étudier, de copier, de distribuer, d'adapter, de modifier et d'améliorer le logiciel ». Quelques exemples, parmi les plus connus : Firefox, OpenOffice ou le système d'exploitation Ubuntu.

(2) Le hacker, grand adepte de l'Internet lui-même le reconnaît, n'est pas un pirate informatique, mais plutôt un « détournateur » qui va utiliser des systèmes ou des objets technologiques du quotidien à un but qui leurs créateurs n'imaginaient pas.

(3) À ce sujet, voir <http://www.terres-amiap.org/index.php>

www.arsindustriale.org



Bernard Stiegler
Né le 1^{er} avril 1952 - et ce n'est pas une blague -, Bernard Stiegler est un philosophe français qui a centré ses travaux sur les mutations générées par les nouvelles technologies. Depuis 2005, il dirige l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) au sein du Centre Georges Pompidou, institut créé à son initiative. Il est l'initiateur du groupe de réflexion philosophique Ars Industriale, dont il est le président. La phrase qu'il abhorre ? Celle prononcée par Patrick Le Lay, ancien patron de TF1 : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau disponible. »

« Le logiciel libre peut redonner sens à nos vies »

[URL d'origine du document](#)

Quentin Noirfalisce – 30 novembre 2011 – Le Soir

Bernard Stiegler, un philosophe en lutte. Dans sa ligne de mire : un capitalisme addictif qui aspire le sens de nos existences. Son remède : une économie de la contribution.

Ce n'est plus un secret pour personne : le capitalisme est en train d'être dévoré par ses propres effets toxiques. En 2005, parmi d'autres voix peu écoutées alors, une association française, Ars Industrialis, lancée par quatre philosophes et une juriste, avait sonné le tocsin. A l'époque, leur manifeste décrivait les dangers d'un capitalisme « autodestructeur » et la soumission totale aux « impératifs de l'économie de marché et des retours sur investissements les plus rapides possibles des entreprises » et notamment celles actives dans les médias, la culture ou les télécommunications.

Aujourd'hui, l'association comporte plus de 500 membres, économistes, philosophes, informaticiens et toxicologues (car le capitalisme est devenu « addictif » et « pulsionnel ») confondus et ne semble pas s'être trompée de sonnette d'alarme. « Nous faisons partie des gens qui ont soulevé, dès 2006, l'insolvabilité chronique du système financier américain. On nous riait au nez, à l'époque », explique le philosophe Bernard Stiegler, fondateur d'Ars Industrialis et directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du Centre Pompidou.

L'homme habite un petit moulin industriel reconverti en maison à Epineuil-le-Fleuriel, au beau milieu de la France paysanne. Entre quelques cris de paons, il vient de nous détailler le malaise qui s'empare de tous les échelons de la société.

Le règne de l'incurie

« Au 20e siècle, un nouveau modèle s'est substitué au capitalisme industriel et productiviste du 19e : le consumérisme, qu'on assimile au fordisme et qui a cimenté l'opposition entre producteur et consommateur. Le capitalisme productiviste supposait la prolétarianisation des ouvriers. Ceux-ci perdaient tout leur savoir-faire qui était transféré aux machines. Avec le consumérisme, ce sont les consommateurs qui perdent leur savoir-vivre, ce qui constitue la deuxième phase de la prolétarianisation. »

Chez Stiegler, le savoir-vivre, c'est ce qui permet à un homme de pouvoir développer ses propres pratiques sociales, d'avoir un style de vie particulier, une existence qui n'est pas identique à celle de son voisin. « Le problème du capitalisme, c'est qu'il détruit nos existences. Le marketing nous impose nos modes de vie et de pensée. Et cette perte de savoir-faire et de savoir-vivre devient généralisée. Beaucoup d'ingénieurs n'ont plus que des compétences et de moins en moins de connaissances. On peut donc leur faire faire n'importe quoi, c'est très pratique, mais ça peut aussi produire Fukushima. L'exemple ultime de cette prolétarisation totale, c'est Alan Greenspan, l'ancien patron de la Banque fédérale américaine, qui a dit, devant le Congrès américain qu'il ne pouvait pas anticiper la crise financière parce que le système lui avait totalement échappé. »

Que la justification de Greenspan soit sincère ou non, il n'en ressort pas moins que le système ultralibéral qu'il a sans cesse promu a engendré la domination de la spéculation à rendement immédiat sur l'investissement à long terme. Nous assistons, déplore Stiegler, au règne d'une « économie de l'incurie » dont les acteurs sont frappés d'un syndrome de « déresponsabilisation » couplé à une démotivation rampante.

Où se situe la solution ? Pour Stiegler, l'heure est venue de passer du capitalisme consumériste à un nouveau modèle industriel : l'économie de la contribution. En 1987, le philosophe organisait une exposition au Centre Pompidou, « Les mémoires du futur », où il montra que « le 21e siècle serait une bibliothèque où les individus seraient mis en réseaux, avec de nouvelles compétences données par des appareils alors inaccessibles. »

Depuis, Stiegler a chapeauté la réalisation de logiciels et réfléchi le numérique, convaincu qu'il est, en tant que nouvelle forme d'écriture, un vecteur essentiel de la pensée et de la connaissance. Il a observé de près le mouvement du

logiciel libre^[1]. C'est de là qu'aurait en partie germé l'idée d'une économie de la contribution. Car dans le « libre », l'argent n'est plus le moteur principal. Il cède la place à la motivation et à la passion, deux valeurs en chute libre dans le modèle consumériste. La question du sens donné aux projets par leurs participants y occupe une place centrale.

« Le logiciel libre est en train de gagner la guerre du logiciel, affirme la Commission européenne. Mais pourquoi ça marche ? Parce que c'est un modèle industriel – écrire du code, c'est éminemment industriel – déprolétarisant. Les processus de travail à l'intérieur du libre permettent de reconstituer ce que j'appelle de l'individuation, c'est-à-dire la capacité à se transformer par soi-même, à se remettre en question, à être responsable de ce que l'on fait et à échanger avec les autres. Cela fait longtemps, par exemple, que les hackers^[2] s'approprient les objets techniques selon des normes qui ne sont pas celles prescrites par le marketing. »

De la même manière, une « infrastructure contributive » se développe, depuis deux décennies, sur un internet qui « repose entièrement sur la participation de ses utilisateurs ». Elle a permis, entre autres, d'accoucher de Wikipédia et de substituer à la dualité consommateur-producteur un ensemble de contributeurs actifs. Ceux-ci créent et échangent leurs savoirs sur le réseau, développant ainsi des « milieux associés » où ils peuvent façonner leurs propres jugements. Pour Stiegler, cette capacité à penser par soi-même propre au modèle contributif, est constitutive d'un meilleur fonctionnement démocratique.

Poison et remède

Pas question, toutefois, de tomber dans un angélisme pontifiant. Dans ses textes, il décrit le numérique comme un « pharmakon », terme grec qui désigne à la fois un poison et un remède, « dont il faut prendre soin ». Objectif : « lutter

contre un usage de ces réseaux au service d'un hyperconsumérisme plus toxique que jamais », peut-on lire dans le Manifeste d'Ars Industrialis. Stiegler complète, en face-à-face : « Le numérique peut également aboutir à une société policière. Soit on va vers un développement pareil, soit vers l'économie de la contribution. »

D'ores et déjà, des embryons de ce modèle naissent dans d'autres domaines. « Une agriculture contributive existe déjà. L'agriculteur et ses consommateurs deviennent des partenaires, en s'appuyant notamment sur le web. » En France, cela se fait au travers des [AMAP](#), les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, où les différents acteurs se mettent d'accord sur la quantité et la diversité des denrées à produire. « Dans l'univers médical, poursuit Stiegler, les patients sont parfois intégrés à la recherche, comme ce qu'a fait le professeur Montagnier avec les malades du sida. Nous pensons également qu'il y a des domaines contributifs en énergie, où l'idée serait de produire autant que l'on reçoit, grâce aux réseaux de distribution intelligents, les smart grids. C'est bien sûr totalement contraire aux intérêts des grands groupes. »

Ainsi, l'idée d'une économie de la contribution implique que des pans entiers de nos sociétés sont à réinventer. Stiegler énumère certains besoins : « une politique éducative en relation avec le numérique, un nouveau droit du travail, un système politique déprofessionnalisé, un monde de la recherche où professionnels et amateurs sont associés. Nous plaidons beaucoup pour cette figure de l'amateur, qui aime ce qu'il fait et s'y investit complètement. » Reste, finalement, la question de l'argent. La valeur produite par les contributeurs n'est pas toujours monétisable, mais peut avoir un impact sur l'activité économique. Ainsi, les articles de Wikipédia permettent à Bernard Stiegler d'écrire beaucoup plus vite qu'avant. « La puissance publique doit être en charge d'assurer la solvabilité des contributeurs. Quelqu'un qui a un

projet intéressant doit pouvoir recevoir de l'argent. Cela s'inscrit dans le sillage de thèses classiques comme le revenu minimum d'existence, à ceci près que nous pensons que ces budgets doivent être pensés comme des investissements. »

Reproduire de l'investissement, non seulement financier, mais surtout humain. Aux yeux de Stiegler, voilà l'enjeu d'une sortie de crise. Et voilà, aussi, pourquoi il appelle à la réunion des hackers, des universités, des chercheurs, des amateurs et des gens de bonne volonté (« il y en a partout ») face à un « néolibéralisme devenu l'organisation généralisée du désinvestissement ».

www.arsindustrialis.org

Interview de Bernard Stiegler

[URL d'origine du document](#)

Entretien : Quentin Noirfalisse – Vidéo: Adrien Kaempf et Maximilien Charlier

[Geek Politics](#) – [Dancing Dog Productions](#)



→ La [vidéo](#) au format webm

Notes

[1] Selon la définition consacrée, un logiciel est libre lorsque les utilisateurs ont le droit « d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer le logiciel ». Quelques exemples, parmi les plus connus : Firefox, OpenOffice ou le système d'exploitation Ubuntu.

[2] Le hacker, grand artisan de l'internet tel qu'on le connaît, n'est pas un pirate informatique, mais plutôt un « détourneur », qui va utiliser des systèmes ou des objets (technologiques ou non) dans un but que leurs créateurs n'imaginaient pas.

Rap News sur WikiLeaks, une improbable conscience ?

Les jours fériés, on les consacre à ses passions non ? Alors après le [rap militant](#) de Dan Bull contre [ACTA](#), laissez moi vous présenter Rap News ^[1], ce journal vidéo reprenant les codes du JT pour diffuser, en rythme et en rimes, de l'actualité comme on en voit rarement à la télé.



En effet, pour accompagner les deux dernières publications massives de télégrammes américains des guerres en [Afghanistan](#) et en [Irak](#) par [WikiLeaks](#), le collectif [TheJuiceMedia](#), un média australien indépendant, a réalisé deux vidéos pertinentes et humoristiques, plantant le décor politique de ces fuites, sur fond de défense de la neutralité du net ^[2].

Bourrées de références ^[3], ces vidéos valent autant par les prouesses de l'acteur que la finesse des textes, et c'est pourquoi, avec l'ami Koolfy de la [Nurpa.be](#), croisé sur le canal IRC de [La Quadrature du Net](#) ^[4], nous avons souhaité offrir une version sous-titrée de ces vidéos pour les francophones de tous pays (même la Belgique !).

Après plusieurs heures de temps libre ^[5] bien employé, nous propositions donc nos sous-titres à l'adresse de contact du collectif TheJuiceMedia qui les accueille avec enthousiasme et les ajouta directement aux vidéos « officielles », déjà visionnées respectivement plus de 80 000 et 100 000 fois sur YouTube ^[6].

Toutefois, les voici reproduites ici pour vous avec l'accord des auteurs, servies et sous-titrées librement, stockées dans [Framatube](#), et passées à travers [Universal Subtitles](#). Ne manquez pas l'invité de prestige dans la deuxième vidéo.

Rap News contre Le Pentagon

[Rap News vs The Pentagon](#)



- > La [vidéo](#) au format webm
- > Le fichier de [sous-titres](#)

Rap News contre Nouvelles Ordre Mondial

[Rap News vs News World Order](#)



- > La [vidéo](#) au format webm
- > Le fichier de [sous-titres](#)

Notes

[1] Travail copyrighté pour l'instant, mais sûrement dû à un « choix » par défaut. Je viens d'écrire aux auteurs sur ce sujet et vous tiendrai informés. Édition le 12/11/2010 à 1:52 : Leur réponse est à la hauteur de leur travail, ils me prient de considérer leur travail comme étant couvert par une CC-BY-NC-SA. Seul le design du site web de thejuicemedia.com est sous Copyright de la conceptrice graphique.

[2] Rien à voir, dans ce contexte, avec le [FDNN](#) que vous avez croisé si vous soutenez, comme moi, la Quadrature du Net ☐

[3] Notamment [cet extrait](#) de JT présenté par Bill O'Reilly sur les télé. américaines.

[4] Et cet été à Bordeaux aux RMLL 2010.

[5] C'est une notion assez vague pour un Framaslave ☐

[6] Et nous sommes fiers de constater que des collègues allemands, brésiliens et grecs nous ont rejoint dans cette initiative.

Au secours, l'Hadopi arrive en Belgique !

On peut être éventuellement fiers d'exporter nos parfums et nos vins, mais certainement pas notre [Hadopi](#) !



C'est pourtant la menace qui plane en Belgique. Ce court [extrait vidéo](#) d'un récent débat télévisé de la RTBF vous rappellera en effet illico bien des souvenirs.

Pour en savoir plus nous avons rencontré un membre d'une association locale qui souhaite sensibiliser et mobiliser le grand public pour éviter la *contagion française*.

PS : Désolé pour le choix de la photo [clichée](#) de la Belgique^[1], mais ça symbolise les [quatre majors](#) du disque pissant dans les violons des artistes ☐

Entretien avec André Loconte du collectif NURPA

Bonjour, pouvez-vous vous présenter succinctement ?

[André Loconte](#), belge, étudiant ingénieur, politiquement orienté vers le logiciel libre, développeur et fervent défenseur de l'accessibilité du Web et de la neutralité du Net. Mes connaissances techniques liées à l'informatique sont issues principalement (pour ne pas dire « exclusivement ») du Net.

Je suis l'un des trois co-fondateurs de [NURPA](#) (avec Laurent Peuch et Frédéric Van Der Essen).

Qu'est ce que NURPA ? (et pourquoi un acronyme anglophone dans un pays qui a déjà trois autres langues officielles ?)

Nous sommes un collectif hétéroclite constitué initialement d'étudiants (sciences informatiques, ingénieurs, ..) bercés dans la culture du libre mais qui s'est très vite complété de citoyens de tous horizons professionnels, concernés par les problèmes que l'application de lois telles que celle proposée par le sénateur Philippe Monfils (Proposition de loi visant à promouvoir la création culturelle sur Internet) serait susceptible d'engendrer. Deux des co-fondateurs ont contribué (et contribuent toujours) chacun à leur manière aux débats qui font rage en France.

La Net Users' Rights Protection Association (trad. Association de protection des droits des internautes) est la réponse collective de citoyens amoureux du Net et de leurs libertés, décidés à ne brader ni l'un ni l'autre au prétexte qu'un gouvernement flexible au poids des industries du divertissement tente d'imposer subrepticement une surveillance généralisée du Net. Si l'on écarte une hypothétique pression des lobbys, il est évident que nos politiques ont un retard considérable dans l'appréhension d'Internet et dans la compréhension de sa complexité. C'est donc avant tout dans une démarche pédagogique forte que s'inscrit NURPA : (in)former pour éviter de voir se reproduire en Belgique les erreurs qui ont conduit à la promulgation d'HADOPI en France (et qui ont poussé les députés à aller plus loin dans l'absurde avec

HADOPI2, LOPPSI...).

En observateurs avisés des déboires français et du contexte européen, nous craignons que cet HADOPI à la belge ne soit qu'un cheval de Troie, le calme avant la tempête. L'ombre d'ACTA plane. Nous ne nous positionnons pas comme collectif uniquement contre l'HADOPI de Monfils, nous sommes évidemment contre cette loi, mais le débat ne s'arrête pas là.

Dans un pays qui possède trois langues officielles (l'allemand, le néerlandais et le français), l'utilisation de l'anglais pour la formation du nom, *in fine* de l'acronyme, a été pour nous une manière de passer outre cette indéniable barrière linguistique. Il nous a semblé que l'anglais était le meilleur choix pour garantir que notre but soit compris de tous.

Voici donc que la Belgique nous propose par l'entremise du sénateur Philippe Monfils son « Hadopi locale » baptisée tendancieusement « Proposition de loi visant à promouvoir la création culturelle sur Internet ». Pouvez-vous nous en dire plus ? Quelles sont les similarités et différences par rapport à la loi française ?

Le sénateur Monfils, qui a déclaré « la culture gratuite, ça n'existe pas » (lors de l'émission InterMedia de la RTBF du 25 janvier 2010), explique que des systèmes de juste rémunération des artistes et de contrôle du Net ont fait leur preuve ailleurs et cite sans scrupule, .. HADOPI en France (page 5, paragraphe 5 de sa proposition de loi). Signe évident selon nous d'une part, de sa méconnaissance du contexte qui a entouré la promulgation du texte de loi non seulement dans l'hexagone mais également au niveau européen; d'autre part, de la nature inapplicable de la loi française.

Le texte belge est une version édulcorée de l'HADOPI français, on y retrouve d'ailleurs les erreurs de jeunesse d'HADOPI :

• Pas de Haute Autorité de Contrôle mais des agents

commissionnés par le ministère de l'économie : des agents qui ont un pouvoir d'investigation a priori illimité (car non-défini dans la proposition de loi), qui constatent les infractions et qui décident des sanctions.

- **Pas de mouchard mais une collaboration des FAI** : les FAI (Fournisseurs d'Accès à Internet) auront l'obligation juridique de fournir toutes les informations nécessaires pour l'association d'une personne physique à une adresse IP. Actuellement, obtenir ce type d'information nécessite l'ordonnance d'un juge, ce qui garantit le respect de la vie privée et limite les dérapages.

Une différence importante par rapport au dispositif français qui pénalise le titulaire de la ligne en cas de défaut de sécurisation, le texte belge ne prévoit de peine que pour le titulaire qui télécharge illégalement du contenu soumis au droits d'auteur ou droits voisins sur sa propre ligne. On imagine aisément l'immense difficulté de prouver qu'il s'agit effectivement du titulaire qui s'est rendu coupable de téléchargements illégaux sur sa propre ligne.

- **Double peine** : le paiement de l'abonnement à Internet dans sa totalité est d'application même si celui-ci a été suspendu pour raison de téléchargement illégal.

- **Théoriquement pas de coupure de la ligne mais un bridage du débit** : « en théorie » car bien que cela semble être l'argument clé de Philippe Monfils, sa proposition de loi ne manque pas de préciser que la coupure serait tout à fait envisageable en cas de multiple récidive. Bridage du débit, c'est à dire : diminuer la vitesse de transfert de telle sorte que l'internaute puisse continuer à chercher du travail et à consulter ses mails (sic).

On conçoit un peu mieux la qualité de ce texte quand on

sait qu'un débit suffisant à la consultation de mail et à la recherche d'emploi est également suffisant au téléchargement de la plupart des fichiers (moins rapidement certes). Ne parlons même pas des mises à jour de sécurité qui vont devenir pénible à obtenir et toutes les conséquences fâcheuses que cela risquerait d'entraîner.

Lors d'une coupure (en cas de récidive après le bridage), *quid* du téléchargement légal ? L'internaute qui verrait sa ligne coupée serait en effet dans l'incapacité d'acheter du contenu légalement en ligne. A cela s'ajoute la [décision](#) du 10 juin 2009 du Conseil Constitutionnel français qui présente Internet comme une composante de la liberté d'expression et de consommation nécessaire à l'exercice la liberté d'expression et de consommation tel que décrit dans l'article 11 de la déclaration des droits de l'homme de 1789.

- Enfin, le texte qui trouve sa justification dans la juste rémunération des artistes, ne contient pas une ligne à leur propos.

L'Hadopi est certes passée en France mais modifiée par rapport au texte initial (et non encore appliquée). Et puis « nous » avons coutume de dire que c'est une victoire à la Pyrrhus car « nous » avons gagné au passage la bataille de la médiatisation et des idées. Comment alors selon vous peut-elle encore servir d'exemple à d'autres pays ?

Je soulevais la question plus haut : profonde méconnaissance du dossier, incompétence technique, influence des lobbys du divertissement ? Probablement un savant mélange des trois.

Et pour citer un certain Jérémie Zimmerman (reprenant Michel Audiard) : « Les cons ça osent tout, c'est à ça qu'on les reconnaît ».

D'autres sénateurs (écologistes je crois) ont rédigé une proposition de loi visant à instaurer quelque chose qui ressemble à une « licence globale ». Approuvez-vous cette initiative ? A-t-elle une chance d'être comprise et entendue par les politiques en particulier et la société belge en générale ?

Cette idée de licence globale est en effet portée par Ecolo (à travers Benoit Hellings) et n'a pas encore été déposée. Il nous est donc impossible de nous prononcer précisément à son sujet. Les interventions télévisuelles de Benoit Hellings permettent cependant de dresser un rapide état des lieux : il semble que cette licence globale soit largement inspirée du livre de Philippe Aigrain « *Internet & Création. Comment reconnaître les échanges hors-marché sur internet en finançant et rémunérant la création ?* » (sic); que la contribution de l'internaute serait répercutée directement dans le prix de l'abonnement (sans sur-coût); que la grille de répartition des biens aux artistes serait semblable à celle actuellement en usage par la [SABAM](#) (NDLR : la SACEM locale). Il est évoqué également la possibilité de création d'un organisme indépendant chargé d'établir des statistiques sur les téléchargements sur base d'enquêtes anonymes.

Sans chercher à créer la polémique avant même que la proposition de loi d'Ecolo ne soit déposée, nous relevons déjà plusieurs points qui à n'en pas douter seraient problématiques s'ils étaient introduits dans la proposition de loi :

- Je parlais de contribution directement répercutée dans le prix de l'abonnement, Benoit Heillings va plus loin : il suggère une retarification des connexions au Net selon le critère du téléchargement, en d'autres termes les « gros téléchargeurs » bénéficieraient, pour des tarifs semblables à ceux pratiqués actuellement, de vitesses de connexion plus élevées et d'une capacité de téléchargement supérieure (illimitée ?); les autres, pour un tarif plus modeste, de vitesses de connexion

réduites et de capacité de téléchargement inférieure (permettant uniquement la consultation des mails et la recherche d'emploi). De notre point de vue, cette vision bipolaire du comportement des internautes (soit il télécharge, soit il ne télécharge pas du tout) traduit une fois de plus une méconnaissance profonde d'Internet et de ses usages.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement belge est pris à défaut sur cette problématique, on se rappellera le [courrier](#) adressé par Microsoft au Ministre fédéral des télécommunications à propos des quotas de téléchargement en application en Belgique qui empêcheraient la firme de Redmond de déployer son service de VOD.

- Ensuite, l'utilisation de la [grille de répartition](#) – déjà obsolète – de la SABAM ne permettrait en rien une meilleure rémunération des artistes.
- Enfin, nous voyons d'un oeil [méfiant](#) la création d'un organisme indépendant, ô combien respectueux de l'anonymat soit-t-il. A quel niveau et de quelle manière s'effectuerait l'analyse des échanges ? Qui s'assurait que cet organisme respecte le cadre de ses attributions, la vie privée des internautes ? Quels moyens cet organisme serait-il capable de mettre en place afin d'observer les échanges via les [VPN](#) ou dans les [Darknet](#) ?

Nous n'hésiterions pas à leur faire part de ces remarques si nos craintes s'avéraient fondées à la lecture du projet de loi.

NURPA est-elle la seule structure belge à s'opposer ? Quelles sont les forces en présence ? Etes-vous en contact avec, par exemple, La Quadrature du Net ? Et quelles sont vos relations avec le tout jeune Parti Pirate belge ?

NURPA n'est heureusement pas la seule association que cette proposition de loi révolte. Citons par exemple « [HADOPI mayonnaise](#) » qui partage de nombreux points d'accord avec notre vision et avec qui nous collaborerons bientôt.

Quant aux forces en présence, le système de majorité étant différent en Belgique et en France, c'est avec la proposition Ecolo et la proposition annoncée du PS que les débats parlementaires se dérouleront. Contrairement à la situation qu'a connu la France avec l'UMP, la possibilité pour le Mouvement Réformateur (dont est issu P. Monfils) de faire passer sa loi de force est rendue complexe (pour ne pas dire impossible) tant la répartition des sièges à la Chambre et au Sénat est panachée.

Nous avons eu il y a quelques semaines, des échanges avec Jeremy Zimmerman, il nous a prodigué – fort de son expérience avec La Quadrature du Net – de précieux conseils d'ordre organisationnel. Des actions coordonnées pourraient être envisagées mais ne sont pas d'actualité.

Nous avons contacté le [Parti Pirate belge](#) afin de recueillir leur avis concernant la proposition de loi du sénateur MR. Notre interlocuteur (Germain Cabot) a manifesté un réel intérêt pour la question et nous a informé que le PP belge dressait un état des initiatives citoyennes afin d'envisager des collaborations. Le Parti Pirate belge fait les frais de sa jeunesse politique (création en juillet 2009), ne disposant pas de siège parlementaire, il verra son rôle limité à celui de commentateur sans avoir l'opportunité d'apporter un réel contre-poids politique.

Nous tenons à conserver une indépendance politique certaine, nos rapports au PP belge ne seront pas différents de ceux envers les autres partis politiques.

Quelles sont les échéances et quels moyens d'action envisagez-vous ?

Il n'y a pour l'instant pas d'échéances précises, en Belgique, un projet de loi met habituellement une année à passer à travers les rouages parlementaires. Bien que le projet de loi de P. Monfils ait été déposé, celui-ci est en cours de correction et de traduction. ECOLO n'a pas encore publié le leur et le PS s'en tient à des déclarations d'intention sans plus de précisions. Cela ne nous dispense pas de faire preuve de vigilance dès à présent, c'est un combat de longue haleine qui nous attend.

Nous allons principalement nous concentrer sur l'information et la sensibilisation de l'opinion publique et politique à ce sujet au travers d'analyses, de dossiers et de communiqués de presses, de rencontres et d'actions sur le terrain.

Nous avons, dès les premiers jours, mis à disposition un [wiki](#) afin d'asseoir l'aspect communautaire prépondérant de notre action.

Inspiré par le modèle de La Quadrature du Net, nous comptons également attirer les projecteurs des médias pour éviter que cette proposition de loi et les débats qui l'entourent soient passés sous silence.

Au delà d'Hadopi, vous dites être également sensible à des sujets comme le filtrage du Net ou la taxe sur la copie privée. En France on est actuellement mobilisé sur le front de la loi Loppsi et les cachotteries de l'Acta. Les libertés numériques dans leur ensemble sont-elles menacées ?

Lorsque l'on constate l'inconscience et l'incompétence avec laquelle les libertés numériques sont abordées par les politiques, on ne peut que craindre pour la pérennité de celles-ci. C'est pourquoi nous nous faisons un devoir d'éduquer et de sensibiliser les politiques à ces sujets.

Nous craignons que cet « HADOPI à la belge » soit le précédent nécessaire et suffisant à l'émergence d'autres lois plus pernicieuses encore. Je le disais en préambule, nous partons

avec l'avance non négligeable que sont les enseignements tirés de l'expérience française.

Nous ferons ce qui est en notre pouvoir afin de nous assurer que ce projet de loi ne soit jamais promulgué et que LOPPSI et consorts demeurent le fait de l'exception française.

Brel disait « Je préfère les hommes qui donnent à ceux qui expliquent ».

La connaissance est parfois tout ce que l'on a à offrir. Tant qu'à la partager, autant que cela se fasse sous licence libre.

Que ferait le Grand Jacques aujourd'hui, il s'enfuirait aux Marquises ou résisterait debout ?

Il chanterait.

Pour NURPA, André Loconte

Notes

[1] Crédit photo : [Yumyumbubblegum](#) (Creative Commons By)

Luc Viatour – Photographe

Je ne me souviens plus pourquoi je suis tombé, il y a quelques jours de cela, sur le site du bruxellois [Luc Viatour](#). Était-ce à cause de GIMP ? de la qualité de ces photographies ? des licences libres de ces mêmes images ? de son implication dans Wikipédia ?



Toujours est-il que j'ai eu envie d'entrer en contact avec lui pour lui proposer une courte interview par mail interposé. Et comme vous pouvez vous en rendre compte ci-dessous, il a fort gentiment accepté ☐

Entretien avec Luc Viatour

Bonjour, pourriez-vous vous présenter en quelques mots. On trouve la mention « photographe » sur [votre site](#). En avez-vous fait votre métier ?

Je suis Belge, IT Manager pour une société d'édition. Plus spécialisé dans l'IT pré-presse et impression. Je suis aussi partiellement photographe^[1] salarié pour cette entreprise.

Sur [votre page utilisateur de Wikipédia](#), on peut lire « Passionné par les logiciels libres utilisateur de GNU/Linux avec la distribution Ubuntu ». Pourriez-vous nous en dire plus ?



J'ai découvert Linux en 1999 suite à des problèmes avec des serveurs Windows. Cela m'a intéressé et j'ai rejoint un groupe d'utilisateurs de Linux Belge le [BxLUG](#).

J'ai donc rapidement passé les serveurs du boulot sous Linux Debian. La suite en 2000/2001 je suis passé sous Debian pour mon ordinateur personnel. Rapidement les 3/4 des postes clients au boulot sont passé sous Linux. Nous somme maintenant à 90% sous Linux (Ubuntu pour les clients et Debian pour les serveurs). Je n'envisage même plus autre chose personnellement. Le plus dur pour moi ce fut le passage après plusieurs années de Photoshop à GIMP.

Est-ce que c'est cette passion pour les logiciels libres qui vous a incité à placer vos images sous licence libre ?

Oui l'idée du partage libre m'a séduit doucement...

Que pensez-vous de la pétition [« Sauvons la photographie : Pour que la création visuelle continue d'exister et que les Auteurs Photographes puissent continuer à produire des photographies »](#) ? Ne participe-t-elle du même mouvement de crainte et de repli qui caractérise actuellement l'industrie du disque et du cinéma ?

Un photographe au début de la photographie était un artisan qui vendait un service. Il passait dans les rues faire des photos des passants et vendait son travail pas des droits d'auteur. Je suis pour des images libres qui servent à faire connaître son travail et une rémunération pour un service ou une commande.



Je pense que les droits d'auteurs deviennent invivables, je râle tous les jours de ne pas pouvoir faire des photo d'un bâtiment et les publier car l'architecte n'est pas mort depuis plus de 50 ans alors que c'est un lieu publique et que souvent le bâtiment en question est réalisé avec l'argent public ! Exemple connu en Belgique avec l'[Atomium](#) !

Par contre je suis pour le respect des licences choisies par l'auteur des photos, libres ou non ! Ce que de plus en plus de média ne respectent pas ! Les changements doivent venir des auteurs. Je comprend que certains photographes ne veulent pas publier sous licence libre, mais de là à légiférer pour interdire ou limiter les licences libres c'est je pense aller dans un mauvais sens.

Vous éditez vos images avec GIMP depuis 2005. Pourquoi l'avoir préféré à Photoshop ? par principe ? pour ses qualités intrinsèques ? Les deux ?

J'ai eu beaucoup de mal au début après cinq ans d'utilisation de Photoshop, mais voilà pour qui décide d'utiliser Linux, il n'y avait pas le choix et j'ai fait l'effort de changer mes habitudes. Maintenant lorsque je dois travailler sous Photoshop je suis perdu ☐ Comme quoi ce n'est qu'une question d'habitudes.

Plusieurs centaines de [vos photographies se retrouvent sur Wikipédia](#). Pourriez-vous nous en dire plus. Qu'est-ce qui vous motive à participer à un tel projet ?



J'ai découvert le projet Wikipédia suite à une conférence au BxLUG. J'ai trouvé cela génial, mais comme je ne suis vraiment pas littéraire, je me voyais mal participer à la rédaction d'un article. Puis j'ai vu qu'il y avait des demande de documents visuels et là je me suis rendu compte que je pouvais aider le projet.

Petit à petit j'ai donc ajouté des photos qui traînaient dans des tiroirs, puis ma démarche a évolué, maintenant je fais parfois des photos volontairement pour Wikipédia. Je suis finalement très content d'avoir fait cela, j'ai énormément de retours sympathiques, bien plus que si elles étaient restées dans mes tiroirs ☐

Notes

[1] Crédit photos : [Luc Viatour](#) (GFDL – Creative Commons By-Sa)

Drupal : entretien avec Dries Buytaert

Quel est le point commun entre l'[APRIL](#), [Ubuntu-fr](#) et [Framasoft](#) ? Une volonté commune de faire avancer le logiciel libre francophone, oui, certes, mais plus pragmatiquement ces trois *vénérables institutions* ont décidé, sans se concerter, de migrer cette année leur site vers [Drupal](#). Enfin pour être précis, Framasoft n'y est pas encore mais on y travaille en coulisses.



Ce [CMS](#), connu pour sa grande souplesse et modularité a en effet le vent en poupe actuellement^[1]. Du coup nous avons eu envie d'en savoir plus en traduisant cette interview de son créateur, le belge [Dries Buytaert](#).

Le créateur de Drupal imagine l'avenir de la publication Web en plug-and-play

[Drupal's Creator Envisions Web Publishing's Plug-and-Play Future](#)

Entretien conduit par Michael Calore – 19 juin 2008 – [Webmonkey.com](#)

(Traduction Framalang : Vincent, Olivier et Don Rico)

L'aventure de Dries Buytaert^[2] commence à l'université quand il code un forum privé pour sa résidence étudiante. Neuf ans plus tard, ce modeste logiciel de forum est devenu [Drupal](#), l'un des systèmes de gestion de contenu Open Source le plus populaire sur le Web, qui compte des milliers de contributeurs actifs. En mars 2008, Dries Buytaert se rapproche de l'entrepreneur Jay Batson, et ensemble ils fondent [Acquia](#), entreprise commerciale qui propose un support technique aux inconditionnels de Drupal et la promotion, l'adoption ainsi que le développement de la plate-forme.

Webmonkey a rencontré Dries et Jay pour discuter de l'histoire de Drupal, des nouveautés à venir et du rôle que leur société va jouer dans l'avenir du projet.

Webmonkey : Dries, peux-tu nous raconter l'histoire de Drupal ? La naissance de l'idée et comment la plate-forme a pris corps ?

Dries Buytaert : C'est arrivé un peu par accident. En 1999, j'étais étudiant à l'Université d'Anvers en Belgique. Je faisais du développement Web en CGI et avec des « server-side includes » (programmation côté serveur), mais je voulais en savoir plus sur des technologies telles que PHP et MySQL. Au même moment, nous avons eu besoin d'un système de messagerie interne pour notre résidence étudiante. J'ai alors écrit un forum de discussion simple. Et une fois mon diplôme obtenu, j'ai décidé de mettre mon forum interne sur Internet.

Quand j'ai enregistré un nom de domaine pour ce projet, j'ai voulu inscrire le nom « Dorp », qui veut dire « petit village » en néerlandais. Mais à cause d'une faute de frappe je me suis retrouvé à enregistrer le nom de domaine Drop. Ça peut paraître étonnant, mais Drop.org était disponible, et comme c'est un mot anglais qui a plusieurs significations, j'ai décidé de le conserver.

Notre communauté d'utilisateurs originelle s'est éteinte assez rapidement, mais j'ai continué à y travailler en apportant de nouvelles fonctionnalités comme les flux RSS ou un système de notation du contenu par les utilisateurs. Les visites sur le site ont été de plus en plus nombreuses, et chacun apportait idées et des suggestions, comme par exemple modifier l'algorithme qui gère la modération des commentaires. À un moment, je recevais tellement de suggestions que j'ai décidé d'ouvrir le code source. C'était la version 1.0 de Drupal, qui est sortie début 2001.

Au moment de la sortie, j'étais assez sûr d'avoir un bon système. Je pensais qu'il tenait la comparaison avec les autres technologies Open Source telles que PHP-Nuke, et que c'était donc la bonne décision.

Webmonkey : L'un des aspects clés de la conception de Drupal est sa modularité. Les utilisateurs installent un noyau logiciel et ajoutent ensuite des fonctionnalités en installant des modules spécialisés. D'où vient cette idée d'architecture modulaire ?

Buytaert : Ça faisait partie de l'idée de départ. J'étais presque choqué que la plupart des autres systèmes ne proposent pas de conception modulaire – pour moi, avec mon background d'étudiant en informatique, ça me semblait très naturel. En ce temps-là, j'étais aussi impliqué dans le noyau Linux, à travailler sur les pilotes de réseau sans-fil. C'est à l'évidence aussi un système modulaire, j'y ai certainement puisé mon inspiration.

Jay Batson : Moi qui ai eu à faire à pas mal de systèmes de gestion de contenu avant de rencontrer Dries, je peux dire que la plupart des autres CMS ne viennent pas de personnes qui sont diplômés en informatique. Ils ont été élaborés par des web-designers ou des programmeurs qui étaient peut-être autodidactes et avaient bidouillé un système qui fonctionnait plus ou moins. Ils n'émanaient pas de personnes qui ont une

réelle formation en informatique. C'est là une des grandes différences entre Drupal et les autres systèmes.

Webmonkey : La popularité de Drupal auprès de ceux qui cherchent à construire un site autour d'une sorte de réseau social n'est plus à démentir. Est-ce parce qu'il offre un contrôle précis de la gestion des utilisateurs, ou est-ce parce que Drupal est devenu populaire en même temps que les réseaux sociaux prenaient leur essor ?

Buytaert : À mon avis, la gestion des utilisateurs en est bel et bien la raison principale. Drupal est un système multi-utilisateurs depuis le début, mais la plupart des autres systèmes ne sont pas au niveau de Drupal pour ce qui est de la gestion des utilisateurs et des droits d'accès.

C'est un système très communautaire de par sa conception. Par exemple, le site d'origine Drop.org ressemblait beaucoup à Digg, où l'on pouvait soumettre des liens et voter pour chaque suggestion. Ce type d'interaction entre les utilisateurs a été une fonction clé de Drupal dès le départ. Au fil du temps, nous nous sommes éloignés de ces fonctionnalités. Le système de vote a été retiré du cœur du système, mais il existe toujours sous forme de module. À la place, nous évoluons vers une plate-forme capable d'en faire plus, aussi bien pour ce qui concerne la gestion de contenu Web traditionnelle que pour la partie « sociale ».

Batson : Ils ont aussi eu un coup de booster parce que Drupal 5 avait comme slogan « Plomberie pour la communauté ». Au moment où les sites communautaires gagnaient en importance, le système se vendait lui-même comme étant optimisé pour cette fonction.

À ce moment là également, beaucoup de monde est venu grossir les rangs de la communauté Drupal et contribuer au code. Ainsi, une part importante du code a été écrite autour de ces fonctionnalités communautaires. Je sais qu'à cette époque

Dries consacrait l'essentiel de son temps à la gestion de ces contributions, afin de garder un noyau Drupal réduit tout en s'assurant que les fonctions clés étaient présentes et, en même temps, en insistant sur l'importance des modules.

Buytaert : J'ai toujours encouragé les autres à être créatifs dans leurs contributions au code de Drupal. Je pense qu'il est extrêmement important de ne brider personne. Ainsi, pour ceux qui veulent bâtir un réseau social ou un clone de Flickr, il est à mon sens essentiel que Drupal, en tant que plate-forme, les y aide. C'est ce que permet la conception modulaire.

Webmonkey : Parlez-nous d'Acquia, la société que vous avez fondée ensemble.

Batson : Notre but est de devenir pour Drupal ce que sont Red Hat et Canonical pour Linux. Si vous cherchez une version de ce logiciel Open Source avec support technique, vous venez nous voir et vous payez un abonnement. Pour le prix de l'abonnement, vous obtenez une distribution, un ensemble de services pour la maintenance et les mises à jour, plus un accès à notre centre de support technique. Si par exemple vous êtes responsable d'un site de média important dont toute la partie logicielle est construite autour de Drupal et que vous avez une question, vous aurez alors la possibilité de nous contacter directement par téléphone. Vous obtiendrez votre réponse en moins d'une heure, au lieu d'envoyer un courriel et de patienter une journée ou d'attendre sur IRC que la personne qualifiée se connecte. À l'opposé, notre service est également adapté aux petits sites qui ont besoin d'aide pour l'installation des modules ou pour gérer les mises à jour. C'est un modèle économique qui a déjà fait ses preuves dans l'Open Source.

L'autre rôle que peut jouer Acquia, c'est le support de la communauté des développeurs Drupal. Drupal a une merveilleuse croissance organique. En gros, la communauté double chaque année. C'est impressionnant, mais nous voudrions la voir

croître d'un facteur dix.

Webmonkey : Combien de développeurs travaillent sur Drupal à l'heure actuelle ?

Buytaert : Pour Drupal 6, la dernière sortie importante en date, 900 personnes environ ont contribué au cœur. À titre de comparaison, c'est équivalent au nombre de personnes qui contribuent au noyau Linux. Il y a plus de 2000 modules additionnels et chaque module est maintenu par un ou plusieurs développeurs. Le site Drupal.org compte entre 250000 et 300000 utilisateurs enregistrés. Ils ne sont pas nécessairement développeurs, mais ces personnes participent à la communauté d'une façon ou d'une autre.

Webmonkey : Que nous réserve Drupal pour l'avenir ?

Buytaert : Nous travaillons en ce moment même sur Drupal 7. Nous aurons une meilleure couche d'abstraction pour les bases de données, un meilleur support pour les outils WYSIWYG, et des améliorations dans la facilité d'utilisation pour les administrateurs, ce qui rendra Drupal plus facile à configurer.

Nous développons une nouvelle fonctionnalité essentielle, appelée Kit de Construction du Contenu (CCK). Celle-ci vous permet de définir de nouveaux types de contenu en passant par une interface Web. Par exemple, si vous avez un site de vélo et que vous voulez que vos utilisateurs puissent partager leurs balades favorites, vous pouvez créer un nouveau contenu que vous appellerez "parcours". Ce contenu pourra inclure un point de départ, un point d'arrivée, un lien vers Google Maps, quelques photos de la route, du texte décrivant le parcours. Une fois que vous avez toutes ces données, vous pouvez choisir de visualiser ce parcours sur une carte Google, de l'afficher dans un tableau, ou d'en faire ce que bon vous semble. Plusieurs vues différentes peuvent être extraites de ce grand sac de données utilisateur, et tout ceci à partir d'une simple

interface Web.

Avec Drupal, notre objectif à long terme, c'est de vraiment démocratiser la publication en ligne grâce aux contributions de la communauté, de rendre possible, pour tout un chacun, la création de sites Web puissants et intéressants, en quelques clics seulement. Drupal vous permet d'avoir un prototype opérationnel en quelques heures, sans avoir à écrire une seule ligne de code. C'est vraiment un outil très puissant.

Notes

[1] Qu'il me soit tout de même permis de remercier vivement la communauté [Spip](#) pour l'extraordinaire service rendu et de saluer comme il se doit la toute [nouvelle version 2.0](#).

[2] Crédit photo : [Gabor Hojtsy](#) (Creative Commons By-Sa)

Belgique Photographique



Un billet « on s'fait plaisir » légèrement hors du cadre...

Le Framablog est en vacance, et moi aussi, pour une petite semaine en Belgique. Que tous ceux qui ont eu à subir un jour l'interminable diaporama de sombres connaissances tout frais rentrées de voyage (et fiers d'exhiber leurs trophées photographiques à ceux qui n'y étaient pas) passent illico leur chemin. Rendez-vous, si tout va bien, pour le prochain billet qui devrait reparler des joies et des affres du

logiciel, du libre voire même des deux réunies.

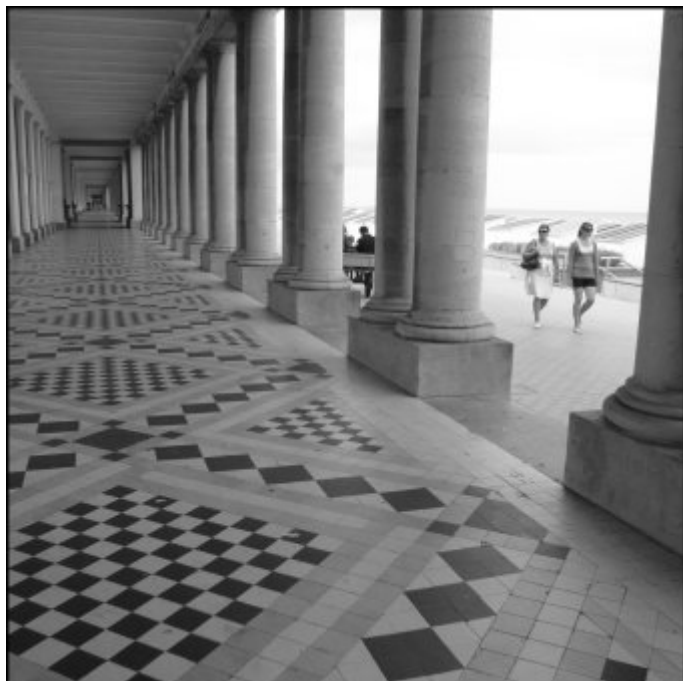
Bon, ceci posé, me voici donc avec un nouvel appareil photo dans les mains. Oh, c'est un petit compact fort modeste et pas bien performant mais c'est suffisant pour prendre à la volée quelques instantanées.

Pourquoi la Belgique au mois d'août ? D'abord parce que pourquoi pas, ensuite pour voir un peu comment va ce pays frère qui traverse actuellement quelques petites perturbations communautaires, et enfin parce qu'en ces temps de pouvoir d'achat difficile, je suis de ceux qui sautent sur les occasions d'appartements d'amis qui se libèrent en été (sachant qu'il faut bien quelqu'un pour arroser les plantes et nourrir le chat). L'année dernière c'était Berlin (que je vous recommande), cette fois-ci ce sera donc Bruxelles (que je vous recommande également). Un jour, promis, j'arrête la bière...

On a commencé par Ostende. Histoire de voir un peu la mer du côté du Nord. Histoire de voir aussi un peu le pays du côté flamand.



Le chanteur [Arno](#) vient de là-bas. Il convenait donc de vérifier au plus près si effectivement [c'était chouette les filles du bord de mer](#).



Au plus près j'ai dit...



Voilà, c'est mieux !



La côte flamande, comment dire, c'est loin d'être inintéressant mais c'est un brin monotone. Pour un œil non exercé, rien ne ressemble plus à une station balnéaire de la côte flamande qu'une autre station balnéaire de la côte flamande. Faut dire que géométriquement parlant c'est pas la fractale bretonne, c'est la pure ligne droite d'une plage qui n'en finit pas.



Il y a un tram qui longe toute la côte (2h23 et 70 arrêts). Ici c'est le terminus, De Panne, où une petite colonie

bigarrée s'amusait dans l'eau sous un ciel que Brel n'aurait pas renié.



Nous sommes aussi passés par Gand (ou Gent pour être plus précis). Une ville d'eau, une ville vélo, tout pour me plaire en fait. Le seul bémol de la journée c'est quand N. a décidé d'entrer dans le [H&M](#) de la grand-rue commerçante du coin. Me voici donc avec une bonne demi-heure devant moi (évaluation basse), mais j'ai mon petit appareil photo pour m'occuper.

Un petit couple par-ci...



..une solitaire par-là...



..et une icône floue dans la foulée.



Elle en met du temps tout d'même, N., à sortir du magasin...

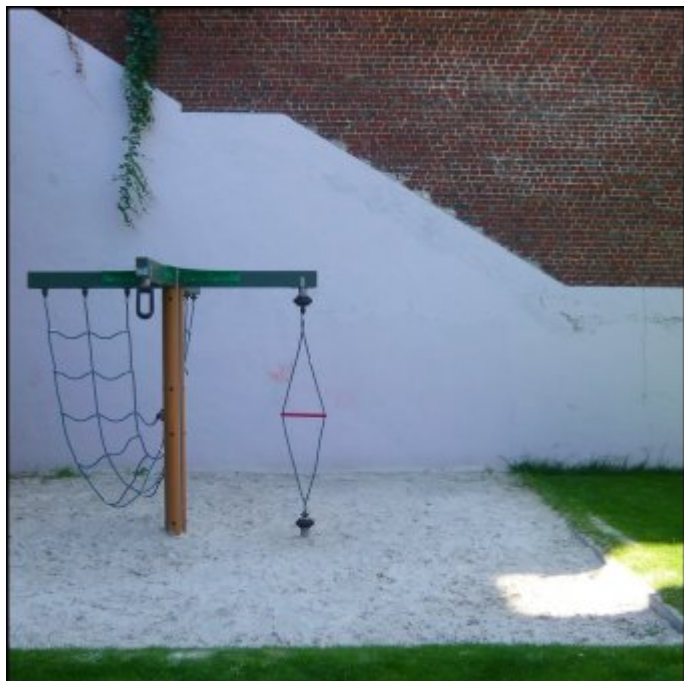


Sinon c'était donc Bruxelles dans la plus pure tradition du tourisme bobo (le touriste bobo se reconnaît facilement : c'est celui qui se croit ni touriste ni bobo).

Ville tout à fait charmante et accueillante au demeurant. Un peu humide parfois certes...



Mais le soleil pointe le bout de son nez de temps en temps, faut pas exagérer !



Je sais pas vous mais moi les vacances urbaines c'est souvent d'un café à un autre café (et dans les intervalles, un peu de musées, un peu de marchés, quelques places célèbres et... emballé c'est pesé !).

Vais en profiter, tiens, pour vous faire partager *mes bonnes adresses* sous la forme de liens vers l'extraordinaire projet [OpenStreetMap](#) (comme quoi y'a quand même un peu de libre dans ce billet).

Ici on se trouve autour de l'incontournable [place Saint-Géry](#). Avec mes voisins de droite...



...et mes voisins d'en face (dont l'un a visiblement un penchant pour l'autre).



Juste à côté, le café [Au Soleil](#), rue du Marché au Charbon.



Sans oublier le célèbre [Café Bota](#) (dans le parc du Botanique).



Et si pas de café dans les environs y'a qu'à en improviser un comme [ici](#) Place Poelaert.



Et pour conclure, retour sur Arno avec cette petite citation qui illustre bien la [tradition surréaliste](#) locale : « La Belgique n'existe pas. Je le sais, j'y habite ! »

De la politique migratoire contradictoire des polices européennes

Un titre un peu obscur pour évoquer en vidéo une sorte de chassé-croisé entre une police française (la gendarmerie nationale) et une police belge (de la zone de Bruxelles-Midi). En effet quand l'une fait le choix de passer de la suite bureautique propriétaire *Microsoft Office* à la suite bureautique libre *OpenOffice.org*^[1] l'autre inverse le mouvement en faisant machine arrière.

Ces flux migratoires opposés sont décrits dans les deux reportages que nous avons reproduit ci-dessous. Même format

(ne dépassant pas les deux minutes), même structure (voix off descriptive ponctuée par des entretiens d'un responsable des opérations) mais pas la même conclusion !

Nous les avons accompagnés de leur retranscription écrite histoire de mieux évaluer à froid les arguments et éventuellement d'ouvrir un petit débat dans les commentaires...

De Microsoft Office à OpenOffice.org



-> La [vidéo](#) au format webm

*Un reportage réalisé par [Sia Conseil](#) et glané sur [YouTube](#).
Date : novembre 2006 (me semble-t-il).*

Retranscription :

« Marie de Paris, ministère des finances, gendarmerie nationale, de plus en plus de services de l'État travaille sous logiciel libre. Un logiciel libre c'est l'inverse d'un logiciel propriétaire, quiconque en possède une copie a en effet le droit de l'utiliser, le modifier, l'améliorer et le redistribuer. La suite bureautique de la gendarmerie nationale a ainsi entièrement migré sous Open Office. Un changement qui a mis fin au problème de communication entre les services informatiques des différentes agences de la sécurité intérieure.

– Les logiciels libres portent aujourd'hui les standards, c'est-à-dire des normes qui sont libres, ouvertes et que tout le monde peut utiliser. Ces normes là n'appartiennent pas à un industriel ou à un éditeur.

Autre avantage le libre permet de faire d'importantes économies, ce qui est loin d'être négligeable.

– Pour qu'un gendarme bénéficie de toutes les possibilités, on est obligé d'avoir un certain nombre de fonctionnalités. Si pour chaque fonctionnalité on fait appel à un logiciel particulier et qu'on paie la licence, au bout du compte ce

sont des centaines de milliers de licences qu'on va être obligé d'acheter. Puisqu'aujourd'hui notre intranet, fin de l'année, est ouvert aux cent mille gendarmes. Donc si demain vous me vendez un logiciel même si il est génial et si vous me dites c'est cent euros par utilisateur ou cent euros par poste on a soixante-dix mille postes, ça veut dire que c'est déjà une facture de sept millions d'euros.

Un argument de poids qui n'a pas fini de séduire et dans le public et dans le privé. La fin du monopole des logiciels propriétaires est donc plus qu'annoncée. »

De OpenOffice.org à Microsoft Office

Un reportage glané sur [Microsoft Get the facts Belgique et Luxembourg](#). Date : non trouvée.

Retranscription :

« En fin d'année dernière, pour des raisons d'économie, la zone de police Midi choisissait Open Office pour ses traitements de textes et tableurs. Très rapidement, les agents de police firent toutefois état de leur insatisfaction au sujet de ces nouvelles applications bureautiques. Ils se plaignaient par exemple de l'interface graphique du progiciel ou du fait qu'ils n'y retrouvaient pas toutes les fonctions qu'ils utilisaient dans Microsoft Office.

– *Les choses se sont passées en douceur mais pas pour les utilisateurs qui n'étaient pas familiarisés avec l'interface graphique. Ils étaient incapables de trouver les applications ou les fonctions comme c'était le cas avec Microsoft Office.*

Les agents de police ne sont pas des informaticiens et la plupart d'entre eux étaient plutôt désorientés dans le nouvel environnement de travail. Cela provoquait des pertes de temps du fait que tout le monde faisait sans cesse appel au helpdesk pour des explications.

– *Nous recevions beaucoup plus d'appels parce que les utilisateurs n'appréciaient pas les fonctions, ne savaient où*

procéder à une copie, ce qu'il fallait faire dans telle ou telle circonstance. Nous savions vraiment beaucoup d'appels.

Aujourd'hui la zone de police Midi a installé Microsoft Office 2003, retrouvant, sur ses écrans, les applications bureautiques qui lui sont familières. Bien entendu, le coût total de propriété ne dépend pas uniquement du nombre de licences mais aussi des coûts de formation, de helpdesk et de développements sur la plate-forme de base. La convivialité et l'intégration aident les policiers à passer moins de temps en tâches administratives afin de pouvoir mieux servir les citoyens.

– On peut travailler plus rapidement du fait que tout le monde connaît l'application. Plus besoin d'appeler le helpdesk. On perd moins de temps. Les utilisateurs devraient travailler plus vite et plus indépendamment. Par ailleurs, le travail gagnera en qualité. »

Remarques (toutes) personnelles

Premier reportage sur la gendarmerie nationale :

- Microsoft n'est jamais citée
- Le réalisateur, Sia Conseil, n'est pas rattaché à une structure d'OpenOffice.org
- Il est dit : « *Un logiciel libre c'est l'inverse d'un logiciel propriétaire* » !
- Ce sont les arguments des standards et du prix qui sont avancés
- Aujourd'hui la gendarmerie nationale [va encore plus loin](#) en planifiant la migration du système d'exploitation Windows vers GNU/Linux (Ubuntu)
- L'école serait bien inspirée de prendre exemple sur la gendarmerie nationale

Second reportage sur la police de Bruxelles-Midi :

- Microsoft himself semble avoir réalisé le reportage
- L'argument des économies réalisées avec OpenOffice.org

est repris en ouverture (par contre la question des standards est passée sous silence)

- Il n'est pas meilleur cadeau fait à Microsoft que de migrer brutalement sans formation et accompagnement
- Il est possible que les policiers rencontrent des difficultés similaires si ils décident de passer de Microsoft Office 2003 sous Windows XP à Microsoft Office 2007 sous Windows Vista
- Il est assez étonnant de voir des fonctionnaires de police (« *qui ne sont pas des informaticiens* ») participer à un publi-reportage
- À partir du moment où, étant revenu à Microsoft Office, tout se remet en ordre, on voit une voiture de police démarrer à toute allure puisqu'on a ainsi « *gagné du temps pour mieux servir les citoyens* ».
- Bruxelles vient tout récemment d'amender Microsoft à hauteur d'un milliard d'euros pour abus de position dominante (ce que l'on peut traduire par la tentative de tenir le plus longtemps possible l'utilisateur sous sa dépendance)

Notes

[[1](#)] J'en profite pour rappeler que le nom exact de la suite bureautique libre est bien *OpenOffice.org* et non *Open Office* ou *OpenOffice*.